



COMMUNIQUÉ
Pour diffusion immédiate

COVID-19

Les profs et leurs élèves ne sont pas des pions!

Montréal, le 7 juin 2020 – Le bilan est brutal : à quelques semaines de la fin l'année scolaire 2019-2020, Sylvain Mallette, le président de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE), ainsi que Simon Viviers, professeur à la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université Laval et chercheur en santé mentale au travail, estiment que plusieurs décisions gouvernementales prises depuis le début de la crise sanitaire provoquée par la COVID-19 nuisent non seulement au réseau des écoles publiques du Québec, mais aussi aux personnels qui y œuvrent et aux élèves jeunes et adultes qui la fréquentent. Malheureusement, les effets de ces mauvaises décisions se feront sentir pendant de nombreuses années.

La profession enseignante, déjà fragilisée par des années d'austérité budgétaire, par un manque de reconnaissance et de valorisation ainsi que par l'imposition de la Réforme Roberge, était en souffrance trop longtemps. Or, l'improvisation des derniers mois a provoqué de la désorganisation et de la confusion dans le réseau au point de pousser les travailleuses et travailleurs vers une plus grande détresse psychologique, selon M. Viviers. La pandémie contribue à creuser les inégalités et le désordre observés dans les milieux de travail. Elle exacerbe les situations qui conduisent à la détresse psychologique des personnels de l'éducation. Elles témoignent aussi d'une vision qui déshumanise les femmes et les hommes qui enseignent dans le réseau des commissions scolaires. De plus, l'absence d'un leadership bienveillant en éducation accentue le sentiment de violence organisationnelle ressenti depuis un bon moment au sein de la profession enseignante.

« Les profs s'attendaient à devoir s'adapter comme toutes les autres travailleuses et tous les autres travailleurs du Québec, mais ils s'attendaient aussi à ce que les efforts supplémentaires qu'ils ont déployés depuis le début de la crise sanitaire soient pleinement reconnus. Malheureusement, certaines personnes leur font porter le poids des cafouillages dans le réseau et entretiennent les préjugés à leur égard. Cette situation provoque du désarroi, de la colère et du découragement et crée un environnement encore plus nocif. Personne ne peut nier que l'école publique a été traumatisée et qu'il faudra des années au réseau pour s'en remettre », explique M. Viviers.

C'est le cafouillage entourant la mise sur pied de camps pédagogiques pour les élèves en difficulté, d'abord obligatoires puis facultatifs, qui a fait déborder le vase dans les milieux. N'ayant pris la peine de consulter des acteurs du réseau de l'éducation, le ministre s'est rapidement retrouvé isolé.

« En situation de crise comme celle que nous vivons, les profs s'attendaient à ce que le gouvernement protège les plus vulnérables, soit les élèves en difficulté, comme il prétend le faire pour les personnes âgées. Pourtant, ce sont ces élèves qui sont passés en dernier puisque le gouvernement a plutôt fait le choix de satisfaire certains lobbys en multipliant les annonces et les directives, dont plusieurs se contredisent, sans tenir compte des nouvelles réalités provoquées par la crise sanitaire et par la perte de repères qu'elle a engendrée dans l'ensemble du réseau. La dernière trouvaille mise de l'avant par le gouvernement, soit des camps pédagogiques, est

arrivée alors que personne ne le demandait et que les profs avaient pourtant réussi à mettre en place une organisation qui contribuait à assurer un minimum de stabilité dans un réseau qui en a grandement besoin », constate M. Mallette.

« De plus, en s'appuyant sur des vérifications faites auprès des syndicats affiliés à la FAE la semaine dernière et malgré ce que certains peuvent en penser, le gouvernement n'a pas reculé, puisque certains décideurs locaux, qui tentent de lui plaire à n'importe quel prix, continuent d'exercer des pressions pour que cette mauvaise idée prenne forme, même dans les zones les plus durement touchées par la pandémie et alors qu'il ne reste qu'une quinzaine de jours d'école avant la fin de l'année scolaire », argue-t-il.

De l'avis des profs, cette mesure n'aura pas les effets escomptés. Selon eux, les efforts auraient dû se concentrer depuis de nombreuses semaines sur la prochaine rentrée scolaire ainsi que sur l'organisation des services qui doivent être offerts aux élèves vulnérables. « C'est comme si le gouvernement considérait les profs et leurs élèves comme des pions et qu'il s'amusait à les déplacer sur un échiquier dont il est le seul à connaître les limites. Les profs n'acceptent pas la désinvolture avec laquelle se comporte le gouvernement de François Legault. Le gouvernement doit changer d'attitude, notamment en reconnaissant les efforts considérables faits par ceux-ci pour continuer à faire leur travail auprès des élèves », a conclu M. Mallette.

La FAE regroupe neuf syndicats qui représentent plus de 45 000 enseignantes et enseignants du préscolaire, du primaire, du secondaire, de l'enseignement en milieu carcéral, de la formation professionnelle, de l'éducation des adultes et le personnel scolaire des écoles Peter Hall et du Centre académique Fournier, ainsi que près de 1 700 membres de l'Association de personnes retraitées de la FAE (APRFAE). Elle est présente dans sept régions : Montréal, Laval, Québec et l'Outaouais, dans lesquelles se trouvent les quatre plus grands pôles urbains du Québec, ainsi que dans les Laurentides, l'Estrie et la Montérégie.

- 30 -

Source : Fédération autonome de l'enseignement

Renseignements : Marie-Josée Nantel, conseillère aux communications, au 514-603-2290 ou à mj.nantel@lafae.qc.ca